

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la fraternisation de soldats français, britanniques et allemands pendant la Première Guerre mondiale, à Neuville-Saint- Vaast le 17 décembre 2015.

Monsieur le président du Sénat, cher Gérard LARCHER,

Messieurs les ministres,

Monsieur le président du Conseil régional, l'actuel, Daniel PERCHERON, le prochain, Xavier BERTRAND,

Monsieur le président du Conseil départemental,

Monsieur le président de la Communauté urbaine d'Arras qui a été si déterminant pour l'organisation de cet événement,

Monsieur le maire de Neuville-Saint-Vaast qui ne pensait pas qu'un jour il recevrait autant d'autorités pour ce moment de fraternisation,

Mesdames, Messieurs les élus,

Il y a un an, le 11 novembre, autour de l'anneau de la mémoire, plusieurs d'entre vous des élus mais également monsieur CARION m'avaient interpellé pour me présenter leur projet. Un projet qui paraissait aller de soi et qui pourtant était inimaginable, celui d'ériger un Monument de la Fraternisation.

Je leur avais promis mais l'on promet parfois beaucoup quand on est autour d'un anneau de la mémoire que je viendrai pour l'inauguration de ce monument. Ils ont de la mémoire et j'en ai également. Je voulais donc être parmi vous, dans un contexte néanmoins très particulier qui tient essentiellement à l'année terrible que nous venons de vivre, commencée par des attentats et hélas, terminée par d'autres tragédies qui ont frappé notre pays et qui exigent que nous soyons là encore à la hauteur des épreuves que nous rencontrons.

Et puis ce contexte, c'est aussi celui où un président, Daniel PERCHERON s'efface après tant d'années au service de la collectivité, si attaché à sa terre du Pas-de-Calais, et auquel je suis lié par l'histoire. L'histoire qu'il professe encore aujourd'hui, car c'est sa passion il en a d'autres, il vous les a montrées : le football et les Etats-Unis, ce qui est pourtant, sans vexer cette grande puissance amie, sans aucun lien.

Je veux également saluer Xavier BERTRAND qui vient prendre après l'épreuve du suffrage universel la responsabilité de cette nouvelle région, de cette grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, à l'égard de laquelle nous avons maintenant une responsabilité commune pour répondre comme l'a dit le président LARCHER, aux défis, aux alertes qui nous sont aujourd'hui lancés.

Je viens sur une terre, le Pas-de-Calais qui est aussi celle de ma famille puisque mon grand-père est né à Plouvain dans le canton de Bapaume et qu'il a été lui aussi soldat de la grande guerre, avec son frère. Et, comme il en était sorti, il m'avait plusieurs fois relaté des combats qui s'étaient déroulés ici et aussi plus loin.

Car le Nord, le Pas-de-Calais ont été non seulement sacrifiés par le martyre de bon nombre de ceux qui ne sont pas revenus, mais cette région a également été une terre de désolation puisque beaucoup de familles ont été obligées de fuir, la mienne en particulier : des fermiers qui ne

pouvaient plus exploiter, qui ne pouvaient plus travailler. La Nation doit se souvenir de ce que le Nord, le Pas-de-Calais, la Picardie ont pu donner à la France.

Le Monument des Fraternalisations que nous inaugurons aujourd'hui est unique en son genre. Il célèbre un acte de paix en temps de guerre. Il évoque un geste d'humanité au milieu du carnage. Il démontre aussi la force de la fraternité face aux démons de la barbarie.

Le 10 décembre 1915, il y a cent ans, à quelques kilomètres d'ici, des soldats français, britanniques, allemands ont fraternisé.

Cette histoire aurait été oubliée si Louis BARTHAS ne l'avait pas consignée dans ses carnets et si sa famille que je salue n'avait pas veillé contentieusement, j'allais dire presque pieusement, à conserver autant qu'il était possible ce document, puis à le publier.

Cette histoire longtemps méconnue, pour ne pas dire ignorée ou occultée, a fourni le sujet d'un film, celui de Christian CARION, qui a profondément ému puisqu'il était vu par des descendants de ceux qui avaient posé cet acte de fraternité et qui voulaient à l'image des élus de ce département et de cette communauté urbaine, qu'il y ait une trace qui soit laissée.

Louis BARTHAS était un homme simple, un républicain sincère. Il avait été appelé comme beaucoup d'autres de sa génération à servir son pays. Il avait montré du courage, du dévouement, de l'abnégation. A aucun moment, comme d'ailleurs ses camarades, il ne s'était dérobé. Et en cette fin d'année 1915, il avait participé à des gestes de fraternisation. La langue ne pouvant pas être partagée je salue ici les représentants des pays qui ont été belligérants et qui sont aujourd'hui amis, alors il fallait par d'autres signes montrer qu'il y avait cette même envie de partage. Echange de boissons, de tabac, de tout ce qui peut à un moment donner l'impression d'être du même monde, du même côté.

C'est cette belle aventure, exceptionnelle même, que Louis BARTHAS avait gardée dans sa mémoire et qu'il voulait restituer.

A l'échelle de la guerre, ce qui s'est passé ici n'est pas un haut fait ni une grande date, simplement un instant d'humanité dans la mémoire d'un homme, aujourd'hui dans la mémoire universelle. Un instant où, chassés par les eaux qui montaient dans les tranchées, des soldats se sont retrouvés face à face dans un chaos indescriptible et où ils se sont regardés pour découvrir cette réalité d'évidence : ils étaient pareils, ils étaient semblables.

Alors il y a ce vu de Louis BARTHAS que puisse être érigé ce monument pour commémorer cet élan de fraternité. Soyez fiers, élus de cette région, de ce département, de cette communauté urbaine, d'avoir été capables d'honorer cette promesse et d'avoir réalisé ce monument.

Louis BARTHAS avait le regard du patriote, c'est-à-dire d'un homme qui ne croit pas que pour aimer son pays, il faut détester tous les autres. Jamais cette vérité n'a été aussi évidente qu'aujourd'hui. La France et vous l'avez rappelé, est attaquée par un ennemi dont le seul but est de nous amener par la terreur à renoncer à nous-mêmes, à nos valeurs, à nos libertés.

Quand nos soldats, oui les soldats d'aujourd'hui, combattent l'ennemi terroriste Daesh, ils ne cherchent pas à conquérir, à soumettre, ils luttent pour que triomphe cet idéal de liberté et de dignité que la France partage avec tous les peuples du monde.

Lorsque nous agissons contre le terrorisme, nous le faisons non pas au prix de la République, mais avec elle, dans le cadre que définissent nos lois, notre constitution, nos principes fondamentaux qui les inspirent.

Sans respect du droit, il n'y a pas de légitimité, pas d'efficacité dans la lutte engagée. Lorsque nous éradiquons la haine, nous ne le faisons pas en lui opposant une autre haine. Nous nous battons non pas pour une religion ou contre une autre, mais tout simplement pour la laïcité qui permet de respecter toutes les religions.

Nous ne divisons pas le monde entre une civilisation ou une autre. Notre cause c'est la civilisation et c'est l'humanité. Lorsqu'une société libre comme la nôtre est confrontée au terrorisme, ce qui la menace c'est d'abord la barbarie des fanatiques, mais c'est aussi la peur qui affole, la méfiance qui divise, la colère qui aveugle. Face à ce péril, notre force c'est notre sang-froid, notre lucidité : ne jamais céder, ne jamais cesser d'être nous-mêmes. Notre force, notre arme, c'est notre unité.

L'unité, c'est cette vertu qui nous rappelle que nous appartenons les uns et les autres à une même nation et à une patrie qui ne nous éloigne pas du monde mais qui nous en rapproche et à un pays, la France, qui est partout dans le monde regardée comme le pays de la liberté. Souvenez-vous des hommages qui ont été faits au lendemain des actes du mois de janvier, du mois de novembre : la France célébrée partout, chantée partout, reconnue partout. Nous sommes la France, ce pays ainsi connu du monde pour les valeurs qu'il porte.

Ici, nous voyons que dans les moments les plus tragiques où des millions de vies ont été sacrifiées dans une guerre effroyable, l'élan d'espérance et d'humanité continuait d'animer les hommes et il continue encore, j'en suis sûr, de les lever et de les soulever. Il a fallu néanmoins une autre guerre, un autre cataclysme pour que sur les cendres de ce nouvel embrasement, l'Europe puisse se bâtir. Une union qui nous préserve des conflits, nous rapproche aussi entre les peuples.

Cette Europe que nous essayons de faire avancer, j'y serai dans quelques heures. Cette Europe où un pays même s'interroge sur son avenir dans l'Union. Cette Europe qui connaît, avec les drames qui se produisent loin d'elle, l'afflux de réfugiés vous savez ici ce que cela peut représenter. Cette Europe qui est à la fois notre espoir et parfois notre sujet de préoccupation. Mais cette Europe qui nous a apporté la paix et qui, je le rappelle, est la première puissance économique du monde. Une Europe qui porte des valeurs qui nous rapprochent mais qui sont fragiles. Une Union qui doit protéger la population sans pour autant la prémunir par rapport aux risques, aux conflits qui parfois peuvent emporter notre planète.

Le geste de Louis BARTHAS et de ses camarades d'infortune, au moment où ils fraternisaient, était un acte de foi pour l'Europe. C'était ce à quoi ils songeaient : ce rêve inaccessible au moment où ils partageaient ce qui leur restait d'humanité espérer que l'Europe puisse se faire. Le geste de Louis BARTHAS était aussi un symbole de fraternité. Vous l'avez très bien exprimé, Monsieur le maire : la fraternité, c'est à la fois un sentiment que chacune et chacun peut avoir en lui-même et qui existe partout et même si parfois il est étouffé par la rancune, la rancur, l'égoïsme, la peur, la fraternité est une valeur de la République qui lie de manière indissoluble ceux qui vivent sur le territoire national. Elle est bien davantage qu'un mot inscrit dans notre devise républicaine. C'est un principe qui doit inspirer chaque citoyen face à l'épreuve dès lors qu'elle peut surgir de partout et qu'elle peut nous toucher tous. Fraternité, c'est sans doute ce qui nous a animés les uns et les autres pour exprimer notre soutien aux victimes des attentats, à leurs proches et qui a justifié l'hommage national que nous avons rendu, car nous appartenons, Françaises et Français, à la même famille qui ne doit pas se diviser, ni se déchirer.

La fraternité, c'est aussi la solidarité nationale. La solidarité qui nous conduit à n'abandonner personne à un sort qu'il n'a pas choisi. La solidarité pour ne pas laisser la fatalité reproduire les inégalités entre les individus comme entre les territoires. La solidarité pour ne pas non plus que la crise fragmente notre nation. La solidarité pour venir en soutien aux territoires les plus fragiles. Le Nord-Pas-de-Calais-Picardie est une région, je l'ai dit, qui a beaucoup donné la France : la force de son industrie, le dynamisme de son agriculture, la vitalité de sa population, la culture, la joie de vivre, la confiance dans le destin commun. Cette région souffre également. Cette région européenne, à la fois par la géographie et par l'histoire, qui attend tellement et qui reçoit parfois trop peu. C'est une région d'avenir et tout sera fait, Monsieur le président, mesdames et messieurs les élus de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, tout sera fait pour que nous puissions, l'Etat et les collectivités et la région d'abord, nouer les partenariats indispensables pour que nous puissions répondre à ceux qui veulent davantage de formation, d'activité, d'emploi, d'infrastructure et de solidarité. C'est aussi le sens de ma présence aujourd'hui.

La France est partagée entre des sensibilités différentes. Elles sont nécessaires, indispensables même à la démocratie dès lors qu'elles sont respectueuses des valeurs de la République. Le débat est toujours utile, il est même inhérent à la République et rien ne serait pire que de vouloir l'éteindre de peur qu'il ne s'embrace. Mais face aux épreuves comme devant les défis, notre pays a besoin de concorde. Pour résister face à la menace terroriste, pour écarter la peur qui mine la cohésion, pour répondre aux conséquences des crises et notamment des conflits je pense aux réfugiés pour faire les choix du long terme qui vont bien au-delà des alternances pour soutenir la

terogies pour faire les choix du long terme qui vont bien au-delà des alternances, pour soutenir la croissance et l'emploi et pour que la jeunesse soit notre première priorité. Voilà pourquoi nous avons besoin, au-delà de ce qui peut nous séparer, de concorde.

Ne transformons pas nos différences en défiance, nos divergences en discorde. Nous sommes tous dépositaires de la République. C'est un héritage qui n'appelle pas simplement un hommage, mais du courage, celui-là même que nous célébrons aujourd'hui chez ces hommes qui ont su aller au-delà d'eux-mêmes pour trouver les mots qu'ils ne pouvaient pas prononcer et exprimer les sentiments d'humanité qui justifient l'hommage d'aujourd'hui. Le courage de servir son pays jusqu'au bout & le courage de donner à la part d'humanité qui fait notre dignité la place qui est nécessaire & le courage aussi de préserver la paix, de construire l'Europe & le courage qui, face à la barbarie, donne de la force à la fraternité.

Le geste de Louis BARTHAS qui a été fait il y a cent ans montre que l'Humanité est capable toujours de se dépasser. C'était un geste simple venant d'un homme simple, mais il y a aussi des gestes qui permettent de préserver l'Humanité et quand la France accueille 150 chefs d'Etat et de gouvernement et tous les pays du monde pour parvenir à un accord sur l'avenir même de la planète, c'est aussi un geste d'humanité. Il nous appartient donc à tous, où que nous soyons, quel que soit notre niveau de responsabilité, de nous hisser au-delà de nous-mêmes. C'est ainsi que nous pourrons être fidèles à l'acte de ceux qui ont fraternisé il y a cent ans.

Si nous en devons tirer une leçon, une seule, c'est lorsque l'essentiel est en jeu, que ce soit pour le monde, pour l'Europe, pour la France, il n'y a qu'une seule réponse : l'humanité et le rassemblement fraternel et, je vous l'assure, ce rassemblement-là sera toujours victorieux.

Vive la République et vive la France.